

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1924-1925. — N° 119

CONDITION
DES
COURTISANES A AVIGNON
DU XII^E AU XIX^E SIÈCLE

THÈSE

PRÉSENTER

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 29 juin 1925

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Georges CARTOUX

Né, le 3 octobre 1899, à Avignon (Vaucluse).

Interne des Hôpitaux d'Avignon.



LYON

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'IMPRIMERIE A. REY

IMPRIMEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
Juin 1925

CONDITION
DES
COURTISANES A AVIGNON
DU XII^e AU XIX^e SIÈCLE

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

Doyen honoraire.	M. H. HUGOUNENQ.
Doyen	M. J. LÉPINE
Assesseur	M ROQUE.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. AUGAGNEUR, CAZENEUVE, FLORENCE (A.), TEISSIER.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	{ MM. BARD.
Cliniques chirurgicales	{ ROQUE
Clinique obstétricale et Accouchements.	{ TIXIER
Clinique ophtalmologique	{ BERARD
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.	COMMANDEUR
Clinique neurologique et psychiatrique.	ROLLET
Clinique des maladies des enfants.	NICOLAS
Clinique des maladies des femmes.	LÉPINE (J.)
Clinique d'oto-rhino-laryngologie.	MOURIQUAND
Clinique des maladies des voies urinaires.	VILLARD
Clinique chirurgicale, infantile et orthopédie.	LANNOIS.
Physique biologique, Radiologie et Physiothérapie.	ROCHET.
Chimie biologique et médicale.	NOVÉ-JOSSERAND
Chimie organique et Toxicologie.	CLUZET
Matière médicale et Botanique.	HUGOUNENQ
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.	MOREL
Anatomie	BRETIN
Histologie	GUIART
Physiologie	LATARJET
Pathologie interne	POLICARD
Pathologie et Thérapeutiques générales	DOYON
Anatomie pathologique	COLLET
Chirurgie opératoire	X.
Médecine expérimentale et comparée et bactériologie.	PAVIOT
Médecine légale	PATEL
Hygiène	ARLOING (F.)
Thérapeutique, hydrologie et climatologie.	ETIENNE MARTIN
Pharmacologie	COURMONT (P.)
	PIC
	X.

PROFESSEURS TITULAIRES SANS CHAIRE

Chargé d'un cours de Pathologie externe	MM. VALLAS
— — Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN,
— — Chimie minérale	BARRAL
— — Urologie	GAYET

CHARGES DE COURS COMPLEMENTAIRES

Anatomie topographique	MM. X.
Orthopédie	LAROYENNE
Puériculture et hygiène de la première enfance.	CHATIN.
Stomatologie	TELLIER

AGREGES

MM.	MM.	MM.	MM.
NOGIER	COTTE	CORDIER (V.).	MAZEL.
THÉVENOT (Léon)	DUROUX	ROUBIER	SANTY.
GARIN	TRILLAT	FAVRE	DUNET.
SAVY	SARVONAT	BONNET.	CHALIER (André).
FROMENT	FLORENCE (G.)	RHENTER.	CHALIER (Joseph).
THEVENOT (Lucien)	ROCHAIX	LEULIER.	NOEL.
PIÉRY			CORDIER (Pierre).

M. BAYLE, secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

MM. GUIART, *Président*; BARD, *Assesseur*;
MM. GARIN et SAVY, *Agrégés*.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1924-1925. — N° 119

CONDITION
DES
COURTISANES A AVIGNON
DU XII^E AU XIX^E SIÈCLE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 29 juin 1925

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Georges CARTOUX

Né, le 3 octobre 1899, à Avignon (Vaucluse).

Interne des Hôpitaux d'Avignon.



LYON

SOCIÉTÉ ANONYME DE L'IMPRIMERIE A. REY

IMPRIMEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
Juin 1925



A LA MÉMOIRE DE MON PERE

Trop prématurément enlevé à mon affection.

A MA MÈRE

Humble témoignage de ma piété filiale.

A MON ONCLE

LE DOCTEUR JACQUET

Chirurgien des Hôpitaux d'Avignon

En signe de reconnaissance infinie
pour la voie qu'il m'a tracée et l'exemple
qu'il me donne à suivre.

A LA MÉMOIRE DE MA GRAND-MÈRE

A MON FRÈRE

A notre Président de thèse :

MONSIEUR LE PROFESSEUR GUIART

A MON JURY DE THÈSE

A MES MAÎTRES DES HOPITAUX DE LYON

A MES MAÎTRES DES HOPITAUX D'AVIGNON

MEIS ET AMICIS

INTRODUCTION

C'est une heureuse tradition que celle d'assimiler le travail de la thèse à un hommage rendu à tous ceux qui nous ont façonnés et envers qui nous sommes liés par un contrat de reconnaissance.

Le D^r P. PANSIER, oculiste des Hôpitaux d'Avignon, qui nous a inspiré notre sujet, et qui a mis à notre disposition toute sa riche documentation sur la question, a droit à notre infinie gratitude.

Dans cette étude qui se déroule dans un écart de sept siècles nous ne nous sommes attaché qu'à fixer les points saillants qui en sont la trame. Quelques documents, qu'il eût peut-être mieux valu laisser dans l'ombre dans toute autre circonstance, trouvent ici leur place sans offenser, pensons-nous, la majesté d'Esculape.

Nous devons ensuite un hommage particulier au Professeur PIC, de Lyon, qui fut notre premier maître ; qu'il garde l'assurance de notre dévouement affectueux.

Au Professeur DUROUX, de Lyon, à nos Maîtres

de la Faculté, à ceux des Hôpitaux d'Avignon, nous dédions ce travail ; qu'ils y voient une preuve de notre attachement et de notre reconnaissance.

Enfin, nos remerciements les plus sincères vont au Professeur GUIART, qui a bien voulu nous faire l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse.

CONDITION
DES
COURTISANES A AVIGNON
DU XII^e AU XIX^e SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER
XII^e ET XIII^e SIÈCLES

On ne trouve aucune trace de l'existence de maisons publiques à Avignon au xii^e siècle ; c'est aux consuls de la ville qu'incombait le soin de juger et de punir les actes contraires aux bonnes mœurs, comme en fait foi ce paragraphe inclus dans les statuts de 1154 : « les vols, les rapines, les rapt de femmes et autres infamies seront corrigés selon le gré et bon conseil des consuls (1) ».

Moins de cent ans plus tard, les règlements municipaux en constatent l'existence ; nous trouvons en effet, dans les statuts de 1246, trois paragraphes consacrés aux courtisanes :

(1) *Furta rapinas raptus mulierum et alias turpitudes corrigant et puniant consules* (Arch. de la Ville, boîte 8).

« LXXVII. — *De ceux qui jouent la nuit après le couvre-feu.*

« *Item*, nous statuons que nul après la sonnerie du couvre-feu ne fasse rumeur et tapage dans les tavernes, les lupanars, les bouges ou les maisons des courtisanes ou les auberges.

« CXVII. — *De la demeure et du costume des courtisanes.*

« *Item*, nous statuons que les femmes publiques, les maquerelles, ne demeurent point dans le voisinage des personnes h^{on}netes et ne portent pas de voile en public ; que les courtisanes mariées soient expulsées de la ville et déférées au jugement de la cour si elles y rentrent ; la question de savoir si les courtisanes peuvent en public porter des manteaux est laissée à la décision du podestat.

« CXXVII. — *Que les juifs et les courtisanes ne touchent pas les fruits et le pain.*

« *Item*, nous statuons que les juifs et courtisanes n'osent toucher de la main le pain ou les fruits exposés en vente sous peine d'être obligés d'acheter tout ce qu'ils auront touché (1) ».

Ces statuts restent en vigueur jusqu'en 1441, date à laquelle ils subissent une nouvelle rédaction. Il y avait donc au xiii^e siècle à Avignon des lupanars, les courtisanes étaient cantonnées dans certains quartiers et le luxe de leur parure était modéré.

Cette réglementation n'était pas particulière à Avignon, mais existait dans la plupart des villes de

(1) Le texte latin se trouve : in *Règlements de la République d'Avignon au XIII^e siècle*, Paris, 1879.

Provence, à quelques modifications près. A Villeneuve-les-Avignon, l'ordonnance de Philippe le Bel de 1282 ne prévoit que le cas d'adultère : « Si aulcun des dicts habitants du dict Villeneuve aurait commis adultère, la cour n'en enquerra, ne fera aucune inquisition d'office, si non que par les officiers de la dicte cour il fust appréhendé au dict adultère, et lors, s'ils ne s'accordent avec la cour les dicts adultères seront foétés nus par la ville, les parties honteuses de la femme couvertes » (*pudibundis, tamen, mulieris coopertis*) (1).

Deux ordonnances dont nous n'avons pas la date exacte, mais qui sont de la fin du ^{xiii}^e siècle, complètent la réglementation de la prostitution dans Avignon.

La première, donnée par le Sénéchal de Provence à la demande du consul d'Avignon, supprime le lupanar qui se trouvait au Portail Boquier (2).

La seconde interdit aux courtisanes de se parer des mêmes atours que les femmes honnêtes et de demeurer dans les *bonnes rues* (3).

Le nombre des courtisanes était assez élevé, pour amener à la fin du ^{xiii}^e siècle la création d'une maison pour les repenties (4).

(1) In SAGNIER, *Privilèges. et franchises de Villeneuve-les-Avignon*, 1896, p. 191.

(2) Ce portail se trouvait à l'intersection des rues des Vieilles-Etudes et Joseph-Vernet, partant de là, la rue du Portail-Boquier passait devant l'église du lycée et venait rejoindre la rue Théodore-Aubanel.

(3) Bibl. d'Avignon, ms. 2467, fol. 48.

(4) P. PANSIER, *l'Œuvre des repenties à Avignon, du ^{xiii}^e au ^{xviii}^e siècle*, Paris, 1910.

Avignon suivait ainsi l'exemple des villes voisines; c'est en effet à Beaucaire qu'on trouve la plus ancienne de ces fondations (commencement du XIII^e siècle) (1).

(1) *Ibid.*

CHAPITRE II

XIV^e SIÈCLE

Si nous en croyons les chroniqueurs et les poètes, Avignon était au xiv^e siècle le cloaque de tous les vices et de toutes les infamies. Pétrarque englobe dans ses invectives Avignon et la papauté ; c'est pour lui « l'impie Babylone, l'enfer des vivants, l'égoût où tous les immondices de la terre sont venus se rassembler (1) ».

Sainte Brigitte n'est pas plus modérée dans ses attaques : « la cour d'Avignon est comme un champ d'ivraie qu'il faut extirper avec un fer aigu, puis purifier avec le feu, et enfin aplanir avec la charrue ; cette ivraie c'est l'orgueil, l'avarice, la luxure et la simonie (2) ».

Il faut sans doute faire une large part à l'exagération dans ces tableaux peu flatteurs de la cité papale, mais il n'en reste pas moins vrai que l'afflux de richesses, provoqué par le séjour de la cour ponti-

(1) DE SADE, *Mémoire pour la vie de Pétrarque*, Amsterdam, 1764, t. I, p. 27 ; t. II, p. 37 et 97.

(2) MOLLAT, *les Papes d'Avignon*, Paris, 1912, p. 202.

ficale, avait dû faire augmenter singulièrement le nombre des filles de joie.

En 1337, après entente avec les syndics de la ville, le maréchal de la cour romaine a le droit d'exiger un tribut des femmes de mauvaise vie et de leurs corrupteurs (1).

Cet impôt fut fixé à 2 sols par semaine pour chaque courtisane (2).

Celles-ci en profitèrent pour violer les statuts en se répandant dans tous les lieux qui leur étaient défendus.

Jusqu'en 1348, la police de la ville regardait le viguier et les syndics ; mais, à partir de cette date, le pape Clément VI acquiert de la reine Jeanne, comtesse de Provence, ses droits sur Avignon et son territoire, en devenant ainsi le souverain absolu. Par Bulle du 29 juillet 1358, son successeur, le pape Innocent VI, met un terme à ces abus et ordonne de punir sévèrement les officiers quels qu'ils soient qui à l'avenir se rendraient coupables de pareilles turpitudes (3).

Cependant les termes des statuts de 1246 et de la Bulle pontificale elle-même sont impuissants à empêcher le flux de débauche, et c'est ainsi que l'on voit des maisons publiques s'établir un peu partout dans la ville.

En 1359, les chanoines de l'église Saint-Pierre se

(1) Bibl. d'Avignon, ms. 2480, fol. 46, verso. (PANSIER, *Bulletin de la Société française d'histoire de la médecine*, 1923, nos 5 et 6.)

(2) In PANSIER, *loc. cit.*, p. 169.

(3) In PANSIER, *loc. cit.*

plaignent que leur cimetière n'étant pas clôturé, « des fornications, des stupres, des adultères, des homicides et autres horreurs s'y commettent jour et nuit. » Pour mettre fin à ces abus ils obtiennent de le faire murer (1).

Un article des criées de 1372 spécifie « que nulle femme légère ou en puissance de souteneur n'ose porter dans la ville d'Avignon, manteau, voile de soie, patenostre d'ambre ou anneau d'or, et cela sous peine de 25 livres d'amende, de la confiscation du manteau ou voile ou autre joyau (2) ».

Quoi qu'il en soit, les courtisanes étaient officiellement reléguées à cette époque dans deux quartiers : le bourg de Gigonhan et le Bourg-Neuf. Le premier était près de la porte Lévêque : c'était un quartier pauvre où demeuraient de petits artisans ; derrière leur mesure jusqu'au rempart neuf s'étendaient des jardins dans lesquels certains cardinaux avaient élevé des villas. Dans ce quartier, on trouve des courtisanes assez riches pour posséder pignon sur rue : Marguerite de Porcelude, dite la Chasseresse, femme publique, y était propriétaire d'une maison qui payait 6 sous, 9 deniers de cense annuelle à l'évêché (3).

Mais c'est surtout le Bourg-Neuf qui était le quartier de femmes légères. Le Bourg-Neuf (4) était

(1) *Arch. de Vaubl.*, G, chapitre Saint-Pierre, liasse 34.

(2) GIRARD et PANSIER, *la Cour temporelle d'Avignon du XIV^e et XV^e siècle*, Paris, 1909, p. 77.

(3) *Arch. de Vaubl.*, G 117, fol. 59 et 60.

(4) Une rue traversait ce bourg du nord au midi, elle s'ouvrait dans

d'abord un faubourg de la ville hors des remparts vieux ; compris dans la nouvelle enceinte papale, il occupait la zone limite des constructions séparées des remparts neufs par de vastes jardins et prairies et s'étendait entre le Portail Imbert et Matheron.

Dans le Bourg-Neuf, de 1373 à 1393, y payaient des censes au monastère de Sainte-Catherine pour les maisons qu'elles y possédaient les courtisanes dont les noms suivent : Elevire la Sevellane, Catherine la Nicarde, Jeannette Bécharde dite la noire, etc. (1).

la rue des Alaman (actuellement de l'Hôpital) par un pont sur la Sorgue appelé Pont Troucat et venait tomber dans le bourg de la Paillasserie, près de la rue des Teinturiers.

(1) *Arch. de Vaucl.*, H, Sainte-Catherine, liasse 94.

CHAPITRE III

LA PROSTITUTION DANS LES ÉTUVES

La présence d'une grande quantité de filles galantes au Bourg-Neuf avait entraîné l'établissement d'étuves. Ces étuves avaient un double emploi : d'abord réservées aux soins de propreté des courtisanes, elles deviennent par la suite un lieu de rendez-vous. L'étuviste donnait toujours à boire et à manger et mettait des chambres toutes meublées (1) à la disposition des personnes qui ne voulaient pas aller jusqu'à la demeure de la courtisane.

Il existait en outre dans la ville des étuves du Portail Imbert ; elles étaient très anciennes et on les signale déjà à la fin du XIII^e siècle (2). Celles du Portail Boquier (3), du Pont Troucat (4), de la Porte Eyguière actuellement Porte du Rhône (5), du Portail Matheron (6), etc.

(1) *Arch. de la Ville*, A A 10, fol. 45.

(2) *Arch. de Vaucluse*, série H, Sainte-Catherine, n° 46.

(3) *Ibid.*, G, chapitre Saint-Agricol, carton 3.

(4) *Ibid.*, notaires, fonds Pons, n° 4, fol. 101, 2^e partie.

(5) *Ibid.*, fonds Pons, n° 11.

(6) *Arch. de la Ville*, série H, Sainte-Catherine, n° 51 (ce portail existe encore aujourd'hui).

Il y avait aussi à l'usage des Israélites des étuves dans la juiverie (1), elles étaient contiguës à la Synagogue ; d'abord les chrétiens n'y étaient pas admis et puis la juive était un tel objet de répulsion que les statuts du synode, tenu à Avignon en 1337, mettent sur le même rang que l'individu coupable de bestialité celui qui a connu charnellement une juive ou une sarrasine (2).

Les étuves ne servaient pas seulement aux courtisanes, elles étaient aussi fréquentées par les femmes mariées qui venaient y tromper leurs maris et par les filles qui y égaraient leur innocence.

Arnaud de Villeneuve venait sans doute à leur secours pour qu'il n'en reste point trace, si l'on s'en rapporte à cette curieuse recette :

« *Recette pour qu'une fille déflorée semble vierge.* — On prend noix de galle, alun, jonc odorant, sonchet, feuille de ris de chaque quantité égale, on fait cuire dans l'eau, et, de cette eau, la femme avec du coton se fomenté souvent la vulve ; quand la vulve sera bien resserée, que la femme voudra entrer en relations avec l'homme, elle remplira de sang de colombe un bout de boyau et se l'introduira dans la vulve avant que l'homme se porte sur elle ; mais, une fois qu'il sera sur elle et qu'il aura commencé la copulation, elle déchirera le boyau et le sang coulera (3) ».

(1) LABANDE, *Cartulaire des hospitaliers d'Avignon*, p. 263.

(2) *Casus vero reservati sunt hii... in coheunte cum judea, vel sarracena, vel brutho, vel equa* (Arch. de Vaucl., G, archer., 291, fol. 26, verso.

(3) Arnaldi DE VILLA-NOVA, *Opera... de ornatu mulierum* (Edition de Lyon, 1586, in folio, p. 270, col. 2).

On trouve ensuite des recettes pour qu'on ne reconnaisse pas qu'une femme a été violée, pour augmenter le désir et la douceur des relations sexuelles, etc. (1).

Les conseils d'Arnaud de Villeneuve ne nous paraîtront pas si bizarres si nous nous rappelons avec quels soins les femmes du moyen âge entretenaient la propreté de leurs parties intimes.

Trotula, auteur salertitain du ^{xr}e siècle, mais dont les œuvres étaient encore compulsées au ^{xvii}e siècle, indique la façon dont la femme doit faire sa toilette intime avant de se livrer à l'homme.

« Quand la femme doit aller coucher avec quelqu'homme, qu'elle lave ses parties intimes à l'intérieur en y introduisant ses doigts enveloppés de laine humide ; après, avec un linge bien propre, qu'elle les essuie soigneusement à l'extérieur et à l'intérieur ; elle doit ensuite serrer les cuisses pour que toute l'eau qui pourrait y être restée s'écoule. Elle prend alors dans sa bouche la poudre dont nous avons donné la formule, elle la mache et s'en frotte les mains, la poitrine et les seins ; elle mouille d'eau de rose sa figure, son pubis, ses parties intimes et ses cuisses, et ainsi bien ornée elle peut se livrer à l'homme (2). »

Ces sortes de maisons de passe restèrent longtemps

(1) *Aliud ut violata non cognoscatur ; ut desiderium et dulcedo in coitu augmententur* (Ibid).

(2) D'après le manuscrit 7056 du ^{xiii}e siècle (*Bibl. nat.*, fonds latin, in not. Pan.

clandestines ; en effet, un Synode tenu à Avignon, le 12 octobre 1441, fait la découverte suivante :

« Considérant que les étuves du Pont Troucat sont postribulaires, qu'on s'y livre publiquement et ouvertement à la fornication avec des femmes publiques, que, pour ces causes, les officiers temporaux de la ville ont interdit aux hommes mariés d'aller s'y baigner, qu'il serait malséant et incompatible avec l'honnêteté qui doit exister dans la vie des personnes ecclésiastiques qu'elles se rendent dans de pareils lieux, le Synode interdit aux ecclésiastiques et clers mariés d'entrer dans ces étuves et de s'y baigner, sous peine de 20 marcs d'amende la nuit et 10 marcs le jour et d'excommunication (1). »

Cet ordre qui vise uniquement les ecclésiastiques et les clercs n'empêche pas la prostitution de s'exercer dans les étuves. Beaucoup de filles galantes sont pensionnaires de ces maisons.

Le 29 janvier 1534, Honorée Gigonese, fille publique, de la ville d'Aix, reconnaît devoir à Radulphe de Barre, 7 florins et demi pour dépenses faites par elle en buvant, dormant et mangeant dans sa maison du Pont Troucat (2).

D'autres filles y meurent : le 23 juin 1472, Claire Légier, femme d'étuves du Pont Troucat, saine d'esprit mais malade de son corps, considérant que rien n'est plus à craindre que la mort surtout actuelle-

(1) *Statutum editum anno 1441 in Synodo mercurii 12 octobris. Statuta Syndicalia ecclesie avenionis*. Rapporté par Martene : *Thesaurus Novus anecdotorum*, Paris, 1616, t. IV, col. 585.

(2) *Arch. de Vaucluse*, notaires, fonds Vincenti, n° 568.

ment en temps de peste, fait son testament. L'acte est passé dans le jardin des Etuves du Pont Troucat (1).

(1) Pièce justificative.

CHAPITRE IV

XV^e SIÈCLE

LES STATUTS DE 1441

En 1403, la cour pontificale quitte Avignon, entraînant dans son sillage à peu près tout ce qui vivait d'elle. Ce départ laisse cependant assez de courtisanes pour qu'en 1413, François de Conzie, vicaire général du Pape, remplissant les fonctions de légat, s'occupe d'elles dans la réglementation qu'il donne au Tribunal de la cour temporelle.

Il rappelle que les ordonnances de cette cour, interdisent entre autres choses « aux femmes déshonnetes de porter des manteaux, des houppelandes fourrées de petit-gris, de soie, ou autres fourrures précieuses, ou des bijoux ».

Les officiers sont tenus de n'autoriser aucune dérogation à ces ordonnances, de telles initiatives étant seulement du ressort des juges et du viguier sous réserve que le clavaire (1) de la cour prenne acte de

(1) Capitaine des sergents.

la licence ainsi donnée avec indication du jour et de l'année (1).

Il est en outre interdit au sous-viguiier et à ses sergents qui doivent rechercher les délinquants de se laisser attendrir par quelque pourboire (*nihilque ambiciose, palam vel occulte recipiant...*) et de vivre avec une postribulaire ou toute autre femme faisant commerce de ses charmes (2).

Ainsi donc la police des mœurs paraissait assez bien faite en théorie mais laissait place à de nombreux abus comme en font foi les condamnations prononcées par les juges de la cour temporelle.

Bref, en 1441, les anciens statuts sont refondus sans apporter cependant un grand changement à la condition des courtisanes (3). Celles-ci sont classées en *meretrices publice*, *meretrices private*, *ruffianes* (qui se doublent d'un émonctoire) et les *destrales* ou racoleuses ; il n'y a pas d'épithète spéciale pour celles qui cumulaient les différents emplois.

L'article 2 concerne la parure : en plus des interdictions déjà citées, elles devaient porter une marque apparente au bras droit.

L'article 2 a trait aux courtisanes mariées : si elles s'adonnent à la prostitution elles doivent le faire dans les quartiers postribulaires.

L'article 4 concerne les courtisanes non mariées demeurant en dehors du lupanar et les contraint à

(1) Règlement de la cour temporelle édicté par le vicaire général du Pape, in GIRARD et PANSIER, p. 85.

(2) *Ibid.*, p. 85 et 96.

(3) D'après GIRARD et PANSIER, in *Annales d'Avignon et du Comtat*, 1914-1915, p. 178.

se renfermer dans ses limites sous peine d'expulsion.

L'article 5 défend à tous propriétaires de louer aux courtisanes aucun logement dans le voisinage de personnes honnêtes ; le paragraphe 117 leur interdit de demeurer dans le voisinage de personnes honnêtes sous peine d'être chassées de chez elles *manu militari* et punies d'amendes.

En résumé, relégation dans des quartiers définis, réglementation du costume et port d'un signe distinctif.

La cour temporelle avait pour rôle d'interpréter la loi et de la faire appliquer ; c'est ainsi qu'elle détaille les parures interdites (excepté dans le quartier ou la rue réservée où tout est permis) (1), et détermine le signe distinctif qu'elles doivent porter : c'est un morceau d'étoffe blanche de quatre doigts de largeur entre le coude et l'épaule, noire quand le vêtement sera blanc (2).

Les articles 11 et 12 visent les proxénètes : « Que tous les proxénètes maqueraux et maquerelles s'abstiennent de maquerellage ou sortent dans un délai de dix jours de la dite ville d'Avignon et qu'ils n'osent y rentrer sous peine de 200 livres d'amende.

« Que nulle personne n'ose tenir contre leur gré aucune femme dans les lupanars de la ville ou en chambre dans les autres rues, les maquerellant, leur extorquant, ou recevant de l'argent d'elles, vivant avec elles ou participant à leur lucre honteux,

(1) Pièce justificative, par. 7.

(2) Pièces justificatives, par. 8.

et cela sous peine de la fustigation et du banissement sans nul délai (1). »

On voit par ces différents articles, que le législateur, en réglementant la prostitution, l'autorise tacitement, et chose curieuse, donne une couverture à l'adultère qui était pourtant considéré à l'époque comme un crime. Il protège ensuite les courtisanes, contre les souteneurs, et va même jusqu'à les aider à reprendre une vie régulière.

Le 16 décembre 1429, l'Administration municipale fait donner une aumône de 3 florins à une pauvre femme, nommée Adrienne, qui veut sortir du péché et n'a pas de quoi vivre (*cum exire vellit a peccato et non habeat unde vivere*) (2) on trouve d'ailleurs, de nombreux autres exemples.

(1) *Ibid.*, par. 11 et 12.

(2) Registre de la ville, C C, registre des mandats.

CHAPITRE V

APPARITION DE LA VÉROLE A AVIGNON

TRAITEMENT DES MALADES

On signale l'apparition de la grosse vérole ou mal de Naples, à Avignon, en 1494. Jean Otort, courrier de la ville, dans le compte des menues dépenses faites par la communauté pendant le mois de mars 1494, porte cette aumône : « *Item* a 4 de mars donné à ung Napolitein, pour amour de Dieu, del mandement de Messeigneurs les consuls, 1 florin (1) ». Ce cas était peut-être isolé, mais il ne semble pas douteux que les filles publiques n'aient eu la primeur de cette maladie ; en tout cas, quatre ans plus tard, une véritable épidémie sévit sur Avignon. En mars 1498, on trouve dans les comptes de la ville l'aumône suivante : « *Item*, donné à Maistre Symonet, le fustier de la ville, pour amour de Dieu, pour se faire guérir du mal de Naples, 4 florins (2) ». A cette même époque les consuls accordent 30 florins à l'Hôpital Sainte-

(1) *Arch. de la Ville*, C C, mandats, n° 181 du 5 avril 1494.

(2) *Ibid.*, Hôpit. Sainte-Marthe, fol. 39.

Marthe pour subvenir aux dépenses occasionnées par le traitement des vérolés (*ad succurrendum pauperibus infirmis in ipso hospitali, de morbo neapolitano ægrotantibus*) (1).

La plus illustre victime de cette épidémie fut le cardinal légat Julien de la Rovère. Une indiscretion glissée dans une correspondance privée nous apprend qu'en avril 1498, le futur pape Jules II avait payé son tribut à cette maladie.

« Le cardinal de Saint-Pierre-ès-Liens, nous dit la correspondance en question, a été contaminé par aventure et atteint de la vérole française ; les marques en paraissent sur son visage et les douleurs dans les os (2) ».

A ce moment donc, il était en pleine période secondotertiaire ; s'en aperçut-il seulement à ce moment ? C'est probable ; en tout cas il dut être vigoureusement frictionné (3) puisque le 7 novembre de la même année, il était en état d'assister aux fêtes qui furent données lors du passage de César Borgia, à Avignon (4). Puis il continua à être soigné pendant un temps assez long, car on trouve qu'en

(1) *Ibid.*, mandats, n° 148 du 8 mars 1498.

(2) S. P., in *Vincoli è castato ne la mala sorte de la vairole francese, le note paiono nel volto e la dolore nè la ossa* (Milan Carteg. gener. Pirovani a Lud. Sforza, 1^{er} mai 1498) d'après PELISSIER. Textes et fragments inédits tirés des archives d'Italie : (*Revue des langues romanes*, 1897, p. 545).

(3) Formule employée à l'hôpital en 1513 : mercure 1/2 livre, carbonate et oxyde de plomb, 1 livre, excipient 8 livres 1/2 ; (*Arch. de la Ville*, C C, mandat n° 25 du 14 décembre 1513).

(4) Chron. de Novarin (*Annales d'Avignon et du Comtat*, 1913, p. 94).

1501, maître Pierre Martini, chirurgien de Montpellier, touche encore 60 écus d'or pour soins donnés à son illustre client (1) ; et il mourut le 21 février 1513 d'accidents qui ne paraissent avoir aucun rapport avec son affection spécifique (2).

Les premiers malades atteints du mal de Naples semblaient être un objet de pitié ; ils étaient reçus à l'hôpital où on les soignait avec la formule déjà citée, ou bien on leur donnait un secours pour se faire traiter chez eux (3).

Mais nous ne trouvons aucun détail sur la manière dont se faisaient les frictions ni sur leur nombre, ni la réaction observée vis-à-vis du médicament.

Comme la plupart des malades hospitalisés pour cette maladie devaient se recruter parmi les courtisanes, il se commet des abus dans les salles mêmes de l'hôpital, ce qui amène cette requête des recteurs de l'hôpital :

Au sujet « des dépenses et détriments donnés es biens que se font à l'hôpital aux pauvres filles perdues, car quand elles sont chargées d'infections jusqu'à la mort, ceux qui gouvernent le bordiaux, cet elle ne peuvent cheminer, les font porter à la porte de l'hôpital... pour ce que l'oste et l'hotesse des bordiaux se excuse qu'il n'est pas lieu ou l'on donne les sacrements...

(1) *Arch. de Vaucluse*, notaires, fonds Martin breves de J. Pelleterii, n° 879.

(2) *Ex levi sed tenaci febricula, fluente sensim alvo confectus* (Platina, *de vitis pontificum*, Colonice, 1611, p. 365).

(3) avril 1548 : Pour une aumône à un pôvre homme pour ce qu'il est medecin de mal de Naples gros 8 (*Arch. de la Ville*, C C, mandat 114).

« Remède à cela que les dits bordeliers aient une maison près du bordiaux pour mettre les pauvres filles marquées du mal de Naples jusqu'à la mort et les leur faire nourrir du bien mal acquis ; et là où l'on pourra faire donner les sacrements et non pas les tenir à l'hôpital, car au sortir du dict hôpital le plus grand nombre s'entourne aux bordiaux. Nous voyons se sont gens de plus de peine à entretenir et de plus de coût que trois autres malades d'autres maladies, car les autres pauvres ne sauraient prier Dieu ni aussi dormir, par quoi leur maladie dure et aucune fois jusqu'à la mort.

« L'hôpital est la maison de Dieu où doivent être paix et tranquillité d'esprit pour prier Dieu pour les bienfaiteurs, ce que bonnement ne peut se faire là où sont hommes et femmes de mauvaise vie... (1). Les voustres serviteurs, maistre Anthonin et Durieu à l'hôpital. »

Petit à petit, les malades vénériens deviennent un objet de répulsion et de mépris. Au commencement du xvii^e siècle, ils ne sont plus admis dans les salles et on les parque dans une tour des remparts proche de l'hôpital qui avait été cédée à l'établissement en 1544 (2).

En 1659, le 19 avril, le Conseil des recteurs décide d'opérer un filtrage aux entrées de l'hôpital :

« ... Ensuite des anciennes coustumes de l'hospital pour éviter les abus qui surviennent en la réception

(1) Pièce sans date ni signature trouvée annexée à la page 50 du 28^e registre des mandats, année 1544 (*Arch. ville d'Avignon*).

(2) 1544, délibération du Conseil, t. X, fol. 134.

des malades qui se présentent parfois atteints de maladie vénérienne, contre l'ordre des bureaux généraux, a été conclu que par en après aucun malade ne sera reçu qu'au préalable ne soit été visité, les hommes par le chirurgien et les femmes par la gouvernante des femmes. Laquelle conclusion illecques mesmes a été inthimée aux médecins apothicaires et chirurgiens (1) ».

Les malades relégués dans la tour ne reçoivent plus aucun médicament, ils étaient seulement nourris et logés ; puis par décision des recteurs datant du 18 avril 1672, les femmes de mauvaise vie n'ont même plus le droit d'être admises dans la tour, on n'y reçoit plus à l'avenir « que les personnes tombées dans le mal par quelque disgrâce et qui d'ailleurs sont de bonne vie et sans scandale, mais on ne leur fournira que les aliments, sans remèdes ni médicaments (2) ».

C'était, comme on le voit, une singulière façon d'enrayer la contagion ; il est vrai que l'exiguïté des locaux ne permettait de recevoir qu'un petit nombre de malades, et puis les courtisanes devaient être assez fortunées pour se faire traiter en ville.

Pour tourner la difficulté beaucoup de vénériens rentraient à l'hôpital sous le prétexte d'autre maladie, mais ils n'étaient pas davantage soignés pour leur vérole.

Aussi, en 1751, un fait frappe un des recteurs de

(1) Supplément E I, p. 87.

(2) E 4, fol. 232.

l'hôpital, M. Dumenge, c'est « qu'un grand nombre de malades qui languissent dans l'hôpital sont atteints de maux vénériens qui sont la source de leurs autres maladies et qu'ils ne peuvent en être guéris radicalement tant qu'on ne travaillera pas à en *détruire la cause* (1) ».

Il donne 800 livres de pension annuelle à l'hôpital pour traiter chaque année 8 vénériens (10 mars 1754). « L'essai a été fait au printemps sur quatre hommes et à l'automne sur quatre femmes. Pour les femmes on est obligé à certain moment d'interrompre le traitement et il faut donc les garder plus longtemps. L'hôpital se voit frustré par leur traitement du peu de profit qu'il avait dans l'autre. Malgré cela, l'hôpital gagnerait beaucoup à accepter cette fondation (2). »

On députe un infirmier spécial pour oindre et frotter les malades « Mandat de 21 livres à Claude Gontard pour journées employées à servir et frotter les malades attaqués de maladies vénériennes qui sont dans les chambres de la fondation de M. Dumenge (3) ».

Ce nombre passe à 14 en 1772, étant donné les bons résultats obtenus (4).

(1) *Arch. de la Ville*, hôpital, B 153.

(2) E 4 fol. 409.

(3) E 59 mandat 513 du 5 juillet 1768.

(4) E 12 fol. 368.

CHAPITRE VI

RÉGLEMENTATION DE LA PROSTITUTION

DU XVI^E AU XIX^E SIÈCLE

LES STATUTS DE LA REINE JEANNE

Les statuts de 1441 restèrent en vigueur plus d'un siècle. C'est en 1549 qu'ils furent révisés (1). Ils eurent force de loi jusqu'en 1791, date de la réunion du Comtat Venaissin à la France.

La condition des courtisanes était réglée par la rubrique 35 :

« RUBRIQUE XXXV. — *Du domicile et habit des putains.*

« ARTICLE PREMIER. — Statuons, que ny en public, ny en secret les femmes impudiques et putains, ne pourront demeurer et habiter au voisinage des personnes honnestes, duquel voisinage, si après le

(1) Le nouveau texte fut promulgué en 1562 et imprimé en 1564. Révisés de nouveau en 1568, les statuts furent définitivement imprimés en 1570. Les articles rapportés ci-après sont la copie de l'édition de 1613 qui contient la traduction française à côté du texte latin.

commandement du juge, refusent s'en aller, soient chassées par main forte et punies à l'arbitrage de la Cour.

« ARTICLE 2. — Ne porteront joyaux, robes de prix à l'esgal des femmes d'honneur, sur peine de confiscation d'iceux, ains porteront un signe à la manche droicte, le tout sur peine du fouet, ou autre arbitraire.

« ARTICLE 3. — Défendant expressément que nul ose louer aux personnes susdites aucune maison située au voisinage des femmes honnestes, sous peine de perdre *ipso facto* le louage d'icelle maison, applicable au fisc et au monastère des repenties, dict Miracle.

« ARTICLE 4. — Et quant aux femmes mariées putains, soient tout à fait déchassées de la ville, et si elles y retournent, soient plus griesvement punies à l'arbitrage de la Cour, si elles ne font paroître clairement avoir amendé leur vie. »

La rubrique 36 vise les souteneurs :

« RUBRIQUE XXXVI. — *De ceux qui mènent vie suspecte.*

« Toute personne n'ayant mestier pour gagner sa vie, ou l'ayant et n'en usant pas, ny ayant d'ailleurs de quoy vivre, s'il est habile à faire quelque chose, et ne fait rien, soit chassé de la ville, s'il n'a juste cause d'y séjourner, et s'il n'en sort vingt et quatre heures après que le commandement luy aura esté fait, en soit en effect chassé, et n'y revienne jamais plus, sur peine de fouet. »

La rubrique 38 réglemente les jeux :

« RUBRIQUE XXXVIII. — *Des jeux deffendus.*

« Ceux qu'on trouve aux hostelleries, cabarets, bourdeaux, maisons des maquereaux ou maquerelles, berlants, ou autres lieux semblables, jouer aux déz, cartes ou autres jeux illicites et deffendus, seront punis à l'arbitrage de la Cour, ensemble ceux qui les auront retirez dans leurs maisons. »

En somme pas grands changements avec les précédents statuts. On y est plus sévère cependant pour les courtisanes mariées qui sont bannies sans recours.

Nous trouvons en 1666 une ordonnance du vice-légat contre les stuprateurs, en 1669 une autre ordonnance contre le raccrochage (1), mais rien encore ne laisse prévoir les réformes hygiéniques qui germèrent au cours du XVIII^e siècle mais ne furent mises en pratique à Avignon qu'au début du XIX^e siècle.

Seul en fait état le chapitre IV (2) des fameux statuts de la reine Jeanne édictés en 1347. La date elle-même démontrerait suffisamment la fausseté du document tant il est en contradiction avec l'esprit de la réglementation officielle de l'époque, si la

(1) *Arch. de Vaucluse*, B 711, fol. 426.

(2) *Item*, « la reïno vol que toudez louz samdéz, la babylouno et un barbiez deputat daz consulz visitoun todoz laz filioz debauchadoz que seran au bourdeou, et se sen trôbo qualcuno qu'abia mal venqut de paillardiso, que taloz filioz sian separadoz et lougeadoz a part afin que noun laz counougoun per evita lou mal que la jouïnesso pourrie prenre. »

preuve n'en avait déjà été faite de façon plus péremptoire (1).

La pièce contenant ces statuts avait été interpolée dans un manuscrit rédigé de 1377 à 1373 par Martin Riperii (2).

Ils étaient écrits en langue vulgaire qui était alors en usage en Provence. Ce faux avait été commis par des mystificateurs de la façon suivante : En 1835, Yvaren publie dans les *Opuscules de Médecine* un exemplaire de la *Cacomonade* (3) existant dans la bibliothèque de M. César Testé, à Avignon.

« M. Astruc médecin, qui composait son ouvrage sur le *De Morbis Venereis* écrivit à un Monsieur d'Avignon pour le prier de lui envoyer, s'il pouvait se les procurer, les statuts faits par la reine Jeanne pour l'établissement d'un bordel à Avignon. Ce Monsieur étant chez M. de Garcin où plusieurs de ses amis se rendaient pour passer la soirée leur lut la lettre qu'il avait reçue, ce qui fit beaucoup rire ces Messieurs. M. de Garcin dit : « Il n'y a qu'à lui en faire. » On s'amusa beaucoup à les composer. M. de Garcin les arrangea en vieux idiome provençal et les envoya à M. Astruc qui les fit imprimer (4) ».

(1) YVAREN, *Opuscules de Médecine*, édit., 1880, p. 287 et *Journal des connaissances médi-chirurgicales*, Paris, 1835.

COURTET, Des statuts de la reine Jeanne (*Revue archéologique*, 2^e année, 1845, 1^{re} partie, p. 160).

P. PANSIER, *Histoire des prétendus statuts Janus*, 1902, livr. I, IV.

(2) *Recueil des statuts de la ville d'Avignon au XIII^e et XIV^e siècle*.

(3) *La Cacomonade ou histoire politique et philosophique du mal de Naples*, par S. N. H. LINGUET ; à Cologne, 1766 et à Paris, 1797, in 18.

(4) D'après PANSIER, *loc. cit.*

Le Dr Pansier en a fait une réfutation plus scientifique en démontrant les erreurs de style de linguistique et de graphie (1).

Quoi qu'il en soit nous avons tenu à rappeler cette mise au point pour bien montrer l'état d'esprit qui avait présidé à la confection des statuts de la ville. On ne peut se défendre de faire un rapprochement entre cette réglementation et celle qui est en vigueur de nos jours ; et si l'on excepte le chapitre hygiène, hélas ! encore bien défectueux, on constate que le fond même de la législation est resté à peu de chose près ce qu'il était il y a six siècles.

(1) In PANSIER, *loc. cit.*

CONCLUSIONS

La réglementation des filles publiques à Avignon du xii^e au xix^e siècle n'a pour objet que la sauvegarde du point de vue moral, et si l'on excepte l'article 4 des statuts de la reine Jeanne, inventés de toutes pièces, rien, dans les différents statuts de la ville d'Avignon, n'a trait ou ne fait même allusion au côté hygiène.

Vu :

**LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
J. GUIART**

Vu :

**POUR LE DOYEN,
l'Assesseur :
ROQUE**

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 5 juin 1925.

**LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ
J. CAVALIER**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	7
CHAPITRE PREMIER. — XII ^e et XIII ^e siècles.	9
CHAPITRE II. — XIV ^e siècle	13
CHAPITRE III. — La prostitution dans les étuves.	17
CHAPITRE IV. — XV ^e siècle. Les statuts de 1441	23
CHAPITRE V. — Apparition de la vérole à Avignon. Trai- tement des malades	27
CHAPITRE VI. — Réglementation de la prostitution du XVI ^e au XIX ^e siècle. Les statuts de la reine Jeanne.	33
CONCLUSIONS	39

